

moratoire sur les essais nucléaires et les deux pays exhorteraient les autres puissances nucléaires à leur emboîter le pas.

Toujours dans le cadre de la première étape, les superpuissances élimineraient leurs missiles de portée intermédiaire basés en Europe, dont les SS-20, du côté soviétique, et les missiles de croisière basés au sol et les missiles Pershing II, du côté américain. Par ailleurs, la Grande-Bretagne et la France s'engageraient à ne pas accroître leurs arsenaux nucléaires, tandis que les États-Unis promettaient de ne pas déployer de missiles stratégiques ni de missiles de portée intermédiaire sur le territoire d'un pays tiers.

Comme seconde étape, les "autres puissances nucléaires" s'engageraient, au plus tard en 1990, à geler le nombre de toutes leurs armes nucléaires et à amorcer, au cours des cinq à sept années suivantes, le retrait de leurs armes basées sur le territoire d'autres pays. Cette étape signalerait donc le début d'un processus de désarmement nucléaire multilatéral.

En même temps, les États-Unis et l'URSS poursuivraient les réductions convenues à la première étape et prendraient de nouvelles mesures destinées tant à supprimer les armes nucléaires de portée intermédiaire qu'à geler les forces nucléaires tactiques.

Après avoir réduit de 50 p. 100 le nombre de leurs lanceurs stratégiques, les États-Unis et l'URSS, suivis en cela de toutes les autres puissances nucléaires, élimineraient leurs armes nucléaires tactiques ayant une portée inférieure ou égale à 1 000 km. Par ailleurs, toutes les grandes puissances industrielles souscriraient obligatoirement à l'accord américano-soviétique visant l'interdiction des armes spatiales de frappe. Ensuite, tous les membres du "club" nucléaire s'entendraient pour mettre fin aux essais nucléaires.

Enfin, pour faire obstacle aux technologies militaires futures, il serait interdit, pour reprendre les propos de M. Gorbatchev, "de mettre au point des armes classiques fondées sur de nouveaux principes de la physique", à savoir des armes dont la capacité meurtrière "se rapprocherait de celle des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive".

Durant la troisième étape, qui commencerait au plus tard en 1995, toutes les armes nucléaires restantes seraient liquidées, et l'on proclamerait un accord universel aux termes duquel les nations du globe s'engageraient à ne plus jamais fabriquer de telles armes. "Au début de l'an 2000, il n'y aura plus d'armes nucléaires sur terre."

Faisant droit aux inquiétudes des Américains ou d'autres concernant la répugnance passée des Soviétiques à permettre une vérification appropriée dans le cadre des programmes de réduction des armements, M. Gorbatchev a déclaré que la destruction des arsenaux se ferait suivant un échéancier convenu pour chaque étape et que la vérification s'effectuerait grâce aux moyens techniques nationaux et à des inspections sur les lieux. "L'URSS, a-t-il dit, est prête à envisager l'adoption de toute autre mesure de vérification."

Pour résumer, le dirigeant soviétique a déclaré : "Nous proposons que l'humanité entre dans le troisième millénaire sans armes nucléaires, grâce à des accords mutuellement acceptables et strictement vérifiables."

M. Gorbatchev s'est efforcé de faire valoir les mérites de sa méthode pour éliminer les forces nucléaires, en dénonçant du même coup l'Initiative de défense stratégique de Ronald Reagan qui, aux dires de ce dernier, rendrait les armes nucléaires "impuissantes et désuètes" d'ici l'an 2010 peut-être. Au lieu de gaspiller les dix à quinze prochaines années en mettant au point de nouvelles armes spatiales très dangereuses, supposément destinées à rendre les armes nucléaires inutilisables, a soutenu le numéro un soviétique, ne serait-il pas plus raisonnable de commencer à réduire le nombre de ces armes, pour enfin les éliminer entièrement ?

Après avoir souligné qu'il s'adressait "au monde tout entier", M. Gorbatchev a formulé un certain nombre d'autres propositions aptes à favoriser la réduction des armements. Celles-ci pourraient être appliquées dans un avenir rapproché et appelleraient la participation de nombreux pays, outre les États-Unis et l'Union soviétique.

En rappelant qu'il avait ordonné un prolongement du moratoire soviétique sur les essais nucléaires et en réitérant son espoir que les Américains lui emboîteraient le pas à cet égard, M. Gorbatchev a plaidé pour une reprise des négociations trilatérales (entre l'URSS, les États-Unis et la Grande-Bretagne) en vue d'aboutir à un traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires. Par ailleurs, il a dit souhaiter que des négociations sur une interdiction multilatérale de ce genre d'essais puissent s'engager dans le cadre de la Conférence de Genève sur le désarmement. "Nous affirmons catégoriquement, a-t-il répété, que la vérification ne pose pour nous aucun problème." Pour compléter sa gamme d'initiatives concernant l'interdiction des explosions nucléaires, M. Gorbatchev a donné l'assurance aux pays non alignés que l'Union soviétique était prête à ouvrir un